



La Banque des BRICS doit prendre des décisions plus audacieuses selon le vice-Premier ministre russe

Lors de la 11e réunion annuelle de l'organisation, Alexei Overchuk et l'économiste Jeffrey Sachs ont débattu des voies économiques pour le Sud global.

Marco Fernandes

dim. 17 mai 2026

Note de la rédaction : Cet article est publié avec l'autorisation expresse de l'auteur, Marco Fernandes (Brasil de Fato).

Les BRICS sont confrontés au plus grand défi politique depuis leur création en 2009. À l'heure actuelle, deux de leurs pays membres sont en guerre : l'Iran et les Émirats arabes unis. Le premier s'est défendu contre les attaques israélo-

américaines en ripostant contre des bases et des installations américaines présentes dans le second. Jusqu'à présent, les BRICS n'ont publié aucun communiqué sur une guerre qui menace déjà de plonger le monde dans la plus grave crise énergétique depuis les années 1970. Face à cette impasse, leur institution la plus importante — la Nouvelle Banque de développement (NBD), la Banque des BRICS — a ouvert aujourd'hui sa 11e réunion annuelle à Moscou. L'ouverture a réuni deux des figures les plus marquantes du débat sur le nouvel ordre économique mondial : l'économiste américain Jeffrey Sachs (en ligne) et le vice-Premier ministre russe Alexei Overchuk. Les deux discours d'ouverture, aux perspectives distinctes mais convergeant sur des points essentiels, ont dressé un constat commun : le monde traverse de profondes transformations et la NBD doit assumer un rôle bien plus audacieux au cours de sa deuxième décennie d'existence.

Le financement public comme outil stratégique

Sachs a commencé son intervention en identifiant trois grandes transformations en cours dans le monde contemporain. La première est d'ordre géopolitique : l'hégémonie mondiale se déplace de l'Occident vers l'Orient. La deuxième est d'ordre écologique : 225 ans d'industrialisation ont mis l'environnement en péril, mais les technologies vertes représentent un espoir concret. La troisième est technologique : la révolution de l'intelligence artificielle (IA), au lieu d'être mise au service de fins militaires — voie qu'ont choisie les États-Unis —, devrait être utilisée pour améliorer le niveau de vie de l'humanité, dans des domaines tels que l'éducation, la santé et les services publics.

Face à ces transformations, Sachs a été catégorique : « L'Occident continue de s'accrocher à une position de pouvoir qu'il ne possède plus — et qu'il ne mérite pas. Cela apparaît clairement dans les cas de la guerre en Ukraine et en Iran, ainsi que dans ce qui s'est passé au Venezuela. Il faut mettre fin à l'OTAN [Organisation du Traité de l'Atlantique Nord] et à toutes les guerres. Les États-Unis et l'UE [Union européenne] ne peuvent plus dominer le monde. »

Pour Sachs, face aux défis des prochaines décennies, il sera essentiel d'accroître le financement public des biens communs, de la recherche et du développement, ainsi que des grands projets d'infrastructure — énergie, eau, transports, connectivité numérique, entre autres. Tout en reconnaissant l'importance des forces du marché, Sachs a fait valoir que le financement public est irremplaçable pour la planification à long terme. Dans ce contexte, les banques multilatérales de développement (BMD) auront un rôle fondamental à jouer, et les régions devront agir en blocs, les pays voisins travaillant de manière intégrée.

« La NDB est appelée à jouer un rôle majeur pour répondre à cette demande de financement public. Et les énormes réserves d'épargne de la Chine devraient également être mises à contribution pour soutenir cet effort, en passant par la NDB », a fait valoir Sachs. Une telle proposition va à l'encontre des recommandations de Washington à l'égard de la Chine – que Pékin rejette à juste titre –, qui suggèrent aux Chinois d'épargner moins, de réduire la part de l'investissement dans l'économie et d'augmenter celle de la consommation.

Expansion urbaine, Afrique et le dollar comme arme

Sachs a cité deux exemples concrets des défis auxquels la NBD doit faire face. Le premier concerne l'urbanisation : la population urbaine mondiale devrait augmenter de deux milliards de personnes d'ici 2050, ce qui nécessitera d'énormes volumes de financement pour les infrastructures urbaines. Le second concerne l'Afrique, qui devrait concentrer 25 % de la population mondiale d'ici 2050 et devrait constituer l'une des priorités de la banque, en coordination avec l'Union africaine. Dans les deux cas, le financement des nouvelles technologies vertes sera crucial.

Enfin, Sachs a plaidé pour que la NBD aide à créer des systèmes de paiement alternatifs au dollar : « Le dollar a été utilisé par les États-Unis comme une arme politique au cours des 30 dernières années pour maintenir leur domination sur le monde. Les réserves d'autres pays sont confisquées — comme celles du Venezuela et de la Russie. Le FMI [Fonds monétaire international] refuse d'accorder des prêts aux pays qui déplaisent à Washington. Nous avons besoin d'alternatives. »

Malheureusement, aucune des tables rondes de la 11e réunion annuelle de la NBD n'abordera spécifiquement ce sujet, l'un des plus stratégiques pour l'avenir de la banque et du Sud global.

Overchuk : souveraineté technologique et alternatives financières

Le vice-Premier ministre russe Alexei Overchuk a ouvert son intervention en soulignant la caractéristique la plus distinctive des BRICS : une prise de décision fondée sur le respect mutuel et le consensus, quelle que soit la taille des pays membres.

Il est ensuite passé directement au thème central de la rencontre. « L'IA est devenue un enjeu stratégique et requiert une consommation énergétique intensive. Mais combien de pays présents dans cette salle produisent leurs propres puces ? Combien sont capables de gérer leurs propres données ? », a-t-il demandé, devant un public où la majorité des pays représentés dépendent de la technologie étrangère pour ces deux aspects.

La souveraineté technologique et son financement — en particulier dans le domaine des semi-conducteurs et des infrastructures de données — s'imposent comme le défi central de cette édition de la réunion de la NBD. La question d'Overchuk met en évidence la vulnérabilité structurelle de la plupart des pays du Sud dans ce domaine.

Overchuk a évoqué l'expérience de la Russie après les sanctions occidentales pour illustrer l'importance de bâtir à l'avance des alternatives au système financier international. « Si un pays est exclu du système financier international, comment peut-il survivre ? Ils l'ont fait avec la Russie, ils ont tenté de nous affaiblir, mais nous étions préparés. Lorsque Visa et Mastercard sont partis, nous avons déjà mis en place notre propre système alternatif. C'est pourquoi il est fondamental de créer des alternatives au système financier », a-t-il affirmé.

Cet exemple se traduit par des chiffres concrets : le commerce entre la Russie et la Chine a atteint l'équivalent de 240 milliards de dollars, avec 98 % des transactions effectuées en roubles et en renminbi. Le commerce avec les voisins les plus proches de la Russie s'effectue à hauteur de 93 % à 95 % en monnaies locales.

Pour que ce modèle se développe, Overchuk a plaidé en faveur de la mise en place d'une connectivité financière et logistique. Un exemple en est le Corridor international de transport Nord-Sud — qui relie Saint-Pétersbourg (Russie) à Mumbai (Inde) en passant par l'Iran — présenté comme une alternative au canal de Suez, contrôlé par l'Occident, avec des investissements russes en Iran et en Asie centrale. « Le centre de l'économie mondiale se déplace vers le Sud global. Nous devons relier le nord de l'Eurasie au Sud global, et la NBD devrait en faire l'une de ses priorités », a-t-il déclaré. Tout comme Sachs, Overchuk a appelé la banque à prendre en charge l'expansion de la connectivité financière et logistique en tant qu'outils d'intégration du Sud global — des alternatives aux infrastructures aujourd'hui dominées par l'Occident.

Assurances, agences de notation et bataille des idées

Overchuk a également plaidé en faveur de la création d'un système d'assurance propre aux pays des BRICS, non pas en remplacement du système existant, mais comme une alternative plus solide. Cette proposition fait écho aux négociations en cours au sein du bloc concernant la création d'une société de réassurance commune.

Les réassureurs — qui sont les assureurs des assureurs — sont principalement concentrés en Europe et aux États-Unis et sont devenus des instruments de mise en œuvre des sanctions occidentales. Un exemple : les réassureurs occidentaux refusent de couvrir pleinement les pétroliers qui exportent du pétrole russe au-delà du plafond de prix imposé par les pays du G7. Sans réassurance, le commerce s'arrête.

Overchuk a également plaidé en faveur de la création de nouvelles agences de notation. La Russie a mis en place une alternative nationale il y a cinq ans, mais il est nécessaire d'étendre cette initiative à l'ensemble des BRICS. Les agences de notation existantes — basées aux États-Unis — définissent la notation de banques telles que la NBD et déterminent leur capacité à lever des fonds ainsi que le coût de cette levée de fonds. La présence de pays sanctionnés par l'Occident, comme la Russie, ou de pays moins développés, comme le Bangladesh, fait baisser la notation de la banque, ce qui rend le financement plus coûteux et plus difficile. Or, répondre précisément aux besoins de ces pays fait partie intégrante de la mission de la NBD.

Enfin, Overchuk a proposé que la NBD se mette à produire des analyses des principales tendances de l'économie mondiale, en offrant des éléments pour des positions alternatives à celles des puissances hégémoniques. La proposition revêt un sens stratégique : le FMI et la Banque mondiale consacrent des centaines de millions de dollars par an à des départements de recherche qui produisent des rapports orientés par les intérêts occidentaux et qui façonnent le débat économique mondial. Les BRICS doivent être capables de proposer une vision alternative issue du Sud global — une bataille d'idées sur l'économie, le développement et les grands défis de l'humanité, de la crise écologique aux inégalités.

Pour conclure, Overchuk a lancé un appel : « Le Conseil des gouverneurs doit prendre des décisions plus audacieuses, fondées sur des analyses bien informées, en particulier au cours de cette deuxième décennie d'existence de la banque. »

L'absence de la plupart des ministres des Finances des pays des BRICS — les gouverneurs du Conseil — lors de la 11e réunion n'est pas passée inaperçue. Seuls les ministres russe, Anton Siluanov, et sud-africain, Enoch Godongwana, étaient présents. Le ministre brésilien Dario Durigan n'a pas pu se rendre à la réunion en

raison de la fermeture temporaire des aéroports de Moscou, probablement liée au risque d'attaques de drones ukrainiens. Mais aucun autre ministre ne fit le déplacement. Cela soulève une question inévitable : quelle priorité les gouvernements des pays membres accordent-ils à la banque ?

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse Sachs, Jeffrey Russie BRICS Nouvelle banque de développement (NDB)

Overchuk, Alexei